

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de l'environnement

Dossier n° 2000/0484

A r r ê t é n° 04-DRCLE/1-40

**fixant des prescriptions complémentaires pour le suivi post exploitation
du Centre d'Enfouissement Technique sis au lieu-dit « le Cou » à La Verrie**

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

VU le code de l'environnement notamment :

- ⇒ son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- ⇒ son titre IV du livre V relatif aux déchets ;
- ⇒ son livre II relatif aux milieux physiques ;
- ⇒ son livre III relatif aux espaces naturels ;
- ⇒ son livre IV relatif à la faune et à la flore.

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 18 ;

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers ;

VU l'arrêté préfectoral n° 85-Dir-1177 du 1^{er} mars 1985 autorisant le SIVOM du canton de Mortagne sur Sèvre à exploiter une décharge contrôlée d'ordures ménagères sur le territoire de la commune de La Verrie au lieu-dit « Le Cou » ;

VU la transformation du SIVOM du canton de Mortagne sur Sèvre en Communauté de Communes du canton de Mortagne sur Sèvre ;

VU la cessation des apports de déchets sur le site de « Le Cou » intervenue le 30 juin 1999 ;

VU le dossier de réaménagement final et de suivi post exploitation transmis le 26 juin 2000 par la Communauté de Communes du canton de Mortagne sur Sèvre à monsieur le préfet de la

Vendée, complété le 6 juin 2003, pour le centre de stockage de « Le Cou » sur la commune de La Verrie ;

VU le rapport du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 27 novembre 2003 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène en date du 16 décembre 2003 ;

Considérant que l'intéressé n'a présenté aucune observation au terme du délai de quinze jours qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté ;

Considérant la nécessité de fixer des prescriptions pour le suivi post exploitation du site de « Le Cou » à La Verrie ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vendée;

A r r ê t e

Article 1^{er} - Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 85-Dir-1177 du 1^{er} mars 1985 autorisant le SIVOM du canton de Mortagne sur Sèvre à exploiter un Centre d'Enfouissement Technique d'ordures ménagères et résidus urbains assimilés au lieu-dit « Le Cou » à La Verrie sont complétés par des prescriptions complémentaires pour assurer le suivi post-exploitation de ce centre ayant cessé son activité.

Article 2 - Suivi post exploitation

2.1. - Stabilité générale de la digue fermant le talweg - Suivi géotechnique du site

La Communauté de Communes du canton de Mortagne sur Sèvre procède annuellement à une inspection approfondie du site avec contrôle et relevé de la digue fermant le talweg pour observer en évolutions et établir le programme de travaux d'entretien éventuel.

La Communauté de Communes du canton de Mortagne sur Sèvre examine également annuellement le maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux superficielles. Les travaux d'entretien (remodelage, confortement d'ouvrages) sont réalisés dans un délai maximal de trois mois après le relevé effectué.

Les travaux de surveillance ci-dessus sont inscrits dans un registre spécifique tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.2. - Entretien régulier du site

La Communauté de Communes du canton de Mortagne sur Sèvre procède aux travaux d'entretien régulier du site suivants :

- nettoyage des fossés de drainage des eaux de ruissellement,
- fauche régulière des surfaces enherbées afin de maintenir une strate herbacée dense, générant une évapotranspiration maximale sur une longue période,
- entretien de la clôture grillagée,
- entretien de la station de lagunage,
- entretien du réseau de captage du bio-gaz.

2.3. - Contrôle du réseau de drainage des lixiviats

Ce contrôle est réalisé annuellement par l'exploitant. Il porte sur les collecteurs, regards.

2.4. - Normes de rejets des lixiviats - Surveillance

Les normes de rejet des lixiviats traités, les modalités de surveillance fixées par l'arrêté préfectoral n° 85-Dir-1177 du 1^{er} mars 1985 (art. 3-5) sont redéfinies comme suit :

a) Normes de rejet

Les lixiviats ne peuvent être rejetés dans le milieu naturel (ruisseau de la Tour) que s'ils respectent les valeurs suivantes :

PH compris entre 6,5 et 9	
Matières en suspension totales (MEST)	< 100 mg/l si flux journalier max < 15 kg/j < 35 mg/l au-delà
Carbone organique total (COT)	< 70 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	< 300 mg/l si flux journalier max < 100 kg/j < 125 mg/l au-delà
Demande biochimique en oxygène	< 100 mg/l si flux journalier max < 30 kg/j < 30 mg/l au-delà
Azote global	Concentration moyenne mensuelle < 30 mg/l Si flux journalier max > 50 kg/j
Phosphore total	Concentration moyenne mensuelle < 10 mg/l Si flux journalier max > 15 kg/j
Phénols	< 0.1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Métaux totaux dont :	< 15 mg/l
* Cr6+	< 0.1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
* Cd	< 0,2 mg/l
* Pb	< 0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
* Hg	< 0.05 mg/l
* As	< 0.1 mg/l
Fluors et composés (en F)	< 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j
CN libres	< 0.1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Hydrocarbures totaux	< 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	< 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j

Nota : Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

b) Surveillance des rejets

La Communauté de Communes du canton de Mortagne procède aux contrôles suivants lors des périodes de rejet des lixiviats traités au milieu naturel.

Paramètres	Fréquence
Débit Conductivité, pH, DCO, MES Ensemble des normes de rejet	Journalière Trimestrielle Annuelle

2.5. - Contrôle des eaux souterraines

La fréquence trimestrielle, fixée à l'article 3.5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 1985, du contrôle de la qualité des eaux souterraines présentes dans le piézomètre de suivi mis en place en aval pour l'exploitation du site est porté à une fréquence annuelle.

Ce contrôle annuel porte sur le pH, conductivité, les teneurs en chlorures fluorures, MES, DCO, hydrocarbures totaux, phénols, cyanures libres, fer, plomb, cadmium, arsenic, chrome hexavalent, mercure.

Tous les quatre ans sur l'ensemble des piézomètres, les contrôles suivants sont pratiqués.

Analyses physico-chimiques : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, NO₂, NO₃, NH₄⁺, Cl⁻, SO₄²⁻, PO₄³⁻, K⁺, Na⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, Mn²⁺, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, DCO, COT, AOX, BTEX, HPA, PCB.

Analyses biologiques : DBO5

Analyses bactériologiques : coliformes fécaux, coliformes totaux, streptocoques fécaux, présence de salmonelle.

2.6. - Rapport annuel

Un rapport annuel relatant le résultat de l'ensemble des opérations de surveillance prescrites par le présent arrêté est établi annuellement par l'exploitant avec transmission d'un exemplaire à Monsieur le préfet de la Vendée, à l'inspection des installations classées et à Monsieur le maire de La Verrie.

2.7. - Durée du suivi post exploitation

L'ensemble du programme de suivi fixé par les prescriptions du présent arrêté est réalisé pendant une durée minimale de cinq ans à compter de la notification du présent arrêté.

Une seconde période de suivi post exploitation pourra être prescrite par voie d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires en cas de nécessité.

Article 3 - Divers

3.1. - Les études, analyses et travaux nécessaires au respect des articles du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

3.2. - Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 85-Dir-1177 du 1^{er} mars 1985 autorisant la Communauté de Communes du canton de Mortagne sur Sèvre à exploiter le Centre d'Enfouissement Technique situé au lieu-dit « Le Cou » à La Verrie, demeurent sauf en ce qu'elles auraient de contraire aux prescriptions du présent arrêté.

Article 4 - Dispositions administratives

4.1. - Hygiène et sécurité du personnel - protection des tiers

Les prescriptions légales et réglementaires en vigueur relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel sont rigoureusement observées.

L'établissement demeure d'ailleurs soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées, ainsi qu'à l'exécution de toutes les mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la salubrité publique et conformément à l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

4.2. - Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente autorisation afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté, toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement autorisé.

4.3. - Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune de La Verrie :

⇒ une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée,

⇒ un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès-verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de la protection de l'environnement.

4.4. - Un avis est inséré par les soins du préfet et aux frais de la société, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

4.5. - Diffusion de l'arrêté

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

4.6. - Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la Préfecture de la Vendée, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié, pour information, au :

- directeur départemental de l'Equipeement,
- directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- directeur départemental du Travail et de l'Emploi,
- chef du S.I.D.P.C.

et dont une copie sera adressée à l'inspecteur des installations classées.

Fait à La Roche sur Yon, le 15 janvier 2004

Le Préfet,
Pour le Préfet, le Secrétaire Général,
Salvador PEREZ.

Arrêté n° 04-DRCLE/1-40 fixant des prescriptions complémentaires pour le suivi post exploitation du Centre d'Enfouissement Technique sis au lieu-dit « le Cou » à La Verrie